ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

suicide de Maggy Biskupski

Question au Gouvernement n° 1380

Texte de la question

SUICIDE DE MAGGY BISKUPSKI

M. le président. La parole est à M. Pierre Cordier, pour le groupe Les Républicains.

M. Pierre Cordier. Monsieur le Premier ministre, ma question s'adresse à vous et rien qu'à vous. Nous avons appris ce matin, avec une grande tristesse, *(brouhaha sur les bancs du groupe LaREM)*… Chers collègues ! (Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.)

M. le président. Continuez, monsieur Cordier.

M. Pierre Cordier. Nous avons appris, avec une grande tristesse, le décès dramatique de Maggy Biskupski, présidente de l'association Mobilisation des policiers en colère.

Originaire de la vallée de la Meuse dont je suis élu, elle a fait une carrière exemplaire au sein de la police nationale et a eu le courage de briser le silence pour parler des difficultés rencontrées par les forces de l'ordre. Je garde en mémoire son sang-froid remarquable face aux insultes d'un polémiste dans l'émission Salut les Terriens, il y a quelques semaines. Femme de courage et d'honneur, elle s'est engagée à défendre ses collègues avec conviction et pugnacité. Symbole d'une police à bout, elle portait le combat de ceux qui nous protègent au quotidien. Nous n'avons pas su la protéger.

Je veux dire, en notre nom à tous, mon soutien à sa famille, ainsi qu'à tous ses collègues des Yvelines, des Ardennes et de France.

En juillet 2018, la commission d'enquête sénatoriale sur l'état des forces de sécurité intérieure vous alertait sur le malaise grandissant au sein de nos forces de l'ordre. L'épuisement professionnel de ces femmes et de ces hommes, qui mettent leur vie au service de nos concitoyens et font face à des violences inouïes chaque jour, est intimement lié au climat de haine anti-flics.

Monsieur le Premier ministre, alors que nos policiers, nos gendarmes et nos pompiers ne peuvent plus aller dans certains quartiers pour intervenir ou secourir, quelles mesures comptez-vous prendre pour éviter que de tels drames ne se reproduisent ? *(Mmes et MM. les députés se lèvent et applaudissent longuement.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Christophe Castaner, *ministre de l'intérieur.* Maggy Biskupski a décidé de mettre fin à ses jours hier. Lorsque j'ai appris la nouvelle, j'ai ressenti la même émotion que vous et que chacune des personnes présentes ici, j'en suis convaincu. Cette gardienne de la paix s'était engagée très fortement pour défendre l'honneur et la

cause de la police nationale. L'enquête judiciaire qui a été ouverte précisera les raisons de son suicide.

Au-delà de son geste, votre question porte sur ce sentiment douloureux que connaissent les forces de l'ordre. N'oublions pas comment est née l'association que Maggy Biskupski a si bien incarnée. C'était à la suite des événements survenus le 8 octobre 2016 à Viry-Châtillon et à Grigny. Laurent Nunez et moi nous y sommes rendus vendredi dernier. Nous avons rencontré le policier le plus violemment attaqué qui, aujourd'hui, se reconstruit. Il a cessé son activité depuis deux ans, mais il nous a tout de suite parlé de reconquête. Nous avons ensuite rencontré l'ensemble de ses collègues de travail, qui, là encore, ont évoqué l'exigence de reconquête. Nous sommes allés sur le terrain, accompagnés des élus des deux communes qui nous ont dit combien le soutien de Bernard Cazeneuve à l'époque avait permis aux forces de sécurité de reconquérir cette terre qui avait disparu de la carte de la République.

Au-delà de cette zone géographique dans laquelle nous pouvons être fiers du travail de nos policiers et des forces de sécurité, votre question porte sur les moyens. Nous avons décidé de doter les forces de l'ordre de moyens supplémentaires : 2 500 policiers et gendarmes supplémentaires seront mobilisés l'année prochaine ; 2 000 ont été recrutés cette année et seront sur le terrain dès 2019. Nous dégageons également des moyens exceptionnels en matière d'immobilier et de véhicules, grâce à un budget qui, je vous le rappelle, a augmenté de 1 milliard d'euros en deux ans. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

Données clés

Auteur : M. Pierre Cordier
Circonscription : Ardennes (2e circonscription) - Les Républicains
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 1380
Rubrique : Police
Ministère interrogé : Intérieur
Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 14 novembre 2018
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 14 novembre 2018